

Elections, piège à cons ?

Écrit par Jean-Philippe
Samedi, 01 Juin 2019 13:22

Il y a un peu plus de 50 ans, Daniel Cohn-Bendit et ses amis criaient « élections, piège à cons », et de Gaulle remportait celles qu'il avait convoquées pour le mois de juin 1968, confirmant aux yeux des royalistes aussi que le salut ne viendrait pas des urnes : la majorité qui se revendiquait du Commandeur n'était en fait que le reflet de l'impressionnante frousse que Mai 68 avait suscitée pour celles que l'on pourrait appeler les « classes possédantes » et leurs obligés. Bien sûr, nombre d'électeurs étaient aussi de braves gens inquiets devant les risques d'une prise du pouvoir par le Parti Communiste, crainte dont l'avenir montrera qu'elle n'avait rien de crédible ni de possible, comme de Gaulle le savait depuis son entrevue avec le général Massu à Baden-Baden ; d'autres, bons travailleurs et honnêtes commerçants, avaient voté, sans plus d'argumentation, contre la chienlit et pour le général, parce que c'était de Gaulle ; mais une grande part du public électoral de juin était constituée des « troupeaux de la peur », et ils n'étaient gaullistes que de circonstances et non d'espérance. Est-ce le même réflexe qui a, l'autre dimanche, animé les électeurs de la liste macronienne, après six mois de Gilets Jaunes et la crainte d'un score trop massif des populistes locaux, de droite comme de gauche ? c'est bien possible, et cela pourrait expliquer l'asphyxie des listes modérées mais libérales (ou « libéralisantes »), comme celle des Républicains menée par un catholique devenu désormais sulfureux par ce simple fait de « croire » au-delà des seules croyances politiciennes. Là, le réflexe du « vote utile » et de la « grande peur du bloc bourgeois », selon l'expression désormais consacrée et qui sonne comme une saillie bernanosienne, a sans doute permis de réduire les possibilités d'alternance à néant, au moins jusqu'en 2027, terme du deuxième mandat désormais probable de l'actuel locataire de l'Élysée.



Elections, piège à cons ?

Écrit par Jean-Philippe
Samedi, 01 Juin 2019 13:22

Il faut être clair : le scrutin de dimanche est une victoire du camp macronien, et peu importe que la liste menée par la catastrophique Mme Loiseau soit arrivée en seconde position avec un trop léger retard pour être appelé défaite. D'ailleurs, à peine une semaine après, l'on n'évoque même plus celle qui fut la première liste en termes de voix et de pourcentage ! Les deux vainqueurs du scrutin sont bien M. Macron et son premier ministre M. Philippe, sorti renforcé par la déroute de la liste Bellamy à laquelle il n'a pas été étranger. Vainqueurs au plan national, il est moins certain qu'ils le soient au plan européen, et les prochaines semaines risquent de le démontrer à l'envi, quand les nominations aux postes de commandement des institutions de l'Union Européenne seront faites. La seule victoire crédible du président français serait la nomination de Michel Barnier à la tête de la Commission européenne, mais nous en sommes loin encore.

Quant aux Verts, la vague évoquée un peu imprudemment par les médias n'a rien d'un raz de marée pour la France car le score (en pourcentage) de la liste menée (habilement, d'ailleurs) par M. Jadot est moins élevé que celui de la même liste menée en 2009 par l'ancien anarchiste de Nanterre aujourd'hui rallié à M. Macron. En revanche, c'est sa troisième place qui est une nouveauté, et sa capacité de nuisance pour la Gauche qui pourrait bien rappeler celle de l'ancien Front National pour la Droite... Cela annonce-t-il une possible « alternance écologiste » pour les prochaines élections à venir, des municipales aux législatives, l'élection présidentielle étant, *a priori*, exclue de cette possibilité ? Rien n'est moins sûr, mais cela n'est pas impossible non plus, surtout si le vote des jeunes de dimanche dernier se cristallise lors des prochains scrutins : la préoccupation environnementale (surtout liée à l'inquiétude climatique entretenue par les scientifiques et par les manifestations autour de la jeune Suédoise médiatisée) ira-t-elle, d'ailleurs, au-delà d'un vote « vert » pour se transformer en véritable mouvement de fond « déconsommériste », voire décroissant ? Si cela peut être souhaitable, ce n'est en rien évident ! Mais il y a là une espérance de meilleure prise en compte du souci environnemental qu'il ne faut ni méconnaître ni boudier, en particulier parce que nous l'avons attendue (et l'attendons encore) depuis si longtemps : « l'écologie intégrale », chère aux royalistes, pourrait trouver ainsi sa place dans le débat politique et redonner, par la même occasion, une nouvelle actualité aux

propositions institutionnelles monarchistes d'un « **Etat écologique pérennisé naturellement par l'enracinement dans la succession dynastique** ».



Pour l'heure, nous en sommes encore au bilan des élections européennes, et pas encore aux conséquences pratiques et idéologiques de celles-ci. Et l'on pourrait rajouter au vieux slogan anti-électorale une autre affirmation : « abstention, piège à cons » ! Cette année, parce qu'elle avait reculé en France de 9 % environ, elle a été présentée aussi comme la perdante de la journée, alors même qu'elle est proche de 50 %. Ce qui est certain, c'est que, pas plus que les votes blancs ou nuls, elle n'a d'influence sur la vie politique nationale comme européenne : « les absents ont toujours tort », dit-on, et la démocratie représentative en est la meilleure illustration. Mais les élections n'étant guère plus enthousiasmantes, que faire ? Doit-on céder au fatalisme et renoncer à toute action et considération politiques ? Cette tentation, parfois si forte, est la meilleure alliée d'un système qui se dit démocratique mais n'est qu'oligarchique, et y céder serait accepter de renoncer à une large part de notre liberté et des moyens de la défendre. Ce serait aussi s'abandonner au fil du courant, « morale de feuille morte » comme l'écrivait, je crois, le royaliste Barbey d'Aurevilly...

Elections, piège à cons ?

Écrit par Jean-Philippe
Samedi, 01 Juin 2019 13:22

L'action politique ne peut se limiter aux périodes électorales et à l'injonction du « Vote et tais-toi » : elle se fait, elle se construit au fur et à mesure des années, des circonstances et des besoins profonds de la société et de la nation, et elle doit pouvoir s'exprimer au-delà du calendrier électoral. Une démocratie vivante n'est pas celle qui s'enferme dans une boîte transparente un dimanche de printemps, mais celle qui respire au grand air, dans les cadres sociaux, communaux ou professionnels, ceux de la proximité plutôt que d'un lointain Paris ou Bruxelles, et qu'une Autorité d'Etat, légitimée par l'histoire et son devoir de service permanent, garantit sans, pour autant, renoncer à cette part de décision politique qui forme la colonne vertébrale de toute nation organisée.